

« Aboutir à un accord international sur le climat pour contenir le réchauffement global en deçà de 2°C est une nécessité. Cette exigence partagée transcende la simple dimension politique. C'est le sens de l'engagement de la société civile dont la mobilisation ne cesse de croître et de se structurer. C'est aussi tout l'engagement de notre cabinet impliqué dans les stratégies et réflexions sur le développement durable et travaillant à la coordination et au déploiement de « Solutions COP21 ».

Sylvianne Villaudière, Directrice Fondatrice du Cabinet Alliantis

« CLIMAActu » est l'infolettre conçue et réalisée par le cabinet Alliantis sur le sujet du climat. Vous y retrouverez régulièrement l'actualité liée au dérèglement climatique, abordée à travers différentes thématiques :

DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE
UNION EUROPÉENNE ET CLIMAT
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
URGENCES CLIMATIQUES

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
DISPOSITIF « SOLUTIONS COP21 »
AGENDA
NOUVELLES PARUTIONS

DIPLOMATIE CLIMATIQUE INTERNATIONALE

Progressivement, les 195 Etats participant aux négociations climatiques dévoilent leur engagement à la lutte contre les changements climatiques en vue de la conférence de Paris en décembre 2015.

- Présentée le 18 juin 2015, l'encyclique du Pape François - Laudato si (Loué sois-tu) - consacrée à l'écologie s'adresse à un public bien plus large que les seuls catholiques. C'est un appel à toutes les forces vives du monde pour prendre à bras le corps la protection de la planète, notamment dans la perspective de la COP21. Le Pape entend peser dans la diplomatie climat et les échéances décisives à venir : « J'adresse une invitation urgente à un nouveau dialogue sur la façon dont nous construisons l'avenir de la planète ».

- La 2^{ème} session de négociations climatiques s'est achevée à Bonn ce jeudi 11 juin sur de timides avancées. Son principal objectif, celui de transformer un premier texte de négociations de 86 pages en un document élagué capable d'ouvrir la voie à un accord à Paris, est à peine tenu. Tout se jouera dans les prochains mois qui verront la tenue de rendez-vous internationaux majeurs.

- Au terme des négociations à Bonn, les délégués européens ont exprimé une certaine frustration sur la lenteur des progrès. La déception semblait générale ce jeudi 11 juin. « Les négociateurs pinaillent sur un texte ultra-long » a regretté un observateur, constatant que les divergences entre les différents blocs étaient encore importantes. Plusieurs États ont demandé une accélération du rythme de travail en soulignant qu'il ne restait plus que deux sessions préparatoires avant le sommet de Paris (COP 21).

- L'ambassadeur et secrétaire général de la COP 21 Pierre-Henri Guignard a expliqué les grandes lignes de l'organisation de la COP 21, vendredi 5 juin 2015, devant les délégués réunis à Bonn. Il a notamment présenté les premiers plans du site d'une surface totale de 160 000 mètres carrés ainsi que les dispositifs relatifs à la sécurité et au transport. Par ailleurs, le projet de loi pour ratifier l'accord de siège entre la France et l'ONU a été présenté en conseil des ministres le 10 juin.

- Le Maroc est le deuxième pays africain à publier sa contribution nationale de lutte contre le changement climatique, en vue de la Conférence climat de Paris (COP 21). Le pays s'engage dans celle-ci à ralentir ses émissions de gaz à effet de serre jusqu'à 32% à l'horizon 2030, s'il bénéficie d'un appui financier international suffisant. Le pays hôte de la future COP 22 est en effet engagé dans un plan d'adaptation, et va continuer à réduire ses subventions aux énergies fossiles.

- L'Éthiopie, qui a publié sa contribution nationale en prévision de la Conférence Climat de Paris (COP 21) ce mercredi 10 juin, prévoit de maintenir son niveau d'émission de gaz à effet de serre en 2030 au niveau de 2010, à 145 millions de tonnes équivalent CO2. Un pari énorme pour ce pays, parmi les moins avancés, dont la croissance tourne autour de 10% depuis dix ans.

- À l'issue du sommet du G7, qui s'est tenu les 7 et 8 juin en Allemagne, les membres des sept pays les plus industrialisés du monde ont annoncé par la voix de la chancelière allemande, Angela Merkel, la décarbonisation complète de l'économie mondiale "au cours de ce siècle". Avec deux objectifs précis : une réduction des émissions de 40 à 70% et la transformation du secteur de l'énergie d'ici 2050. Mais la question du financement climatique reste entière.

- À l'occasion du sommet du G7, qui se tenait début juin en Allemagne, le Japon a dévoilé ses objectifs de réduction de gaz à effet de serre avant la COP 21. Mais les engagements affichés par le Japon semblent insuffisants au regard des perspectives climatiques : la contribution qui vient d'être publiée (parvenir à diminuer de 26 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 2013) apparaît en effet comme incompatible avec un maintien de la température globale sous les deux degrés d'ici la fin du siècle.

- Les pays du G7 et de l'UE n'ont accompli qu'environ 20 à 30% de l'effort qui permettrait de limiter à 2°C la hausse de la température moyenne mondiale, entre l'ère préindustrielle et 2100, a expliqué l'organisation Climate Action Tracker, jeudi 4 juin 2015. "Les politiques actuelles du G7 et de l'UE se contentent de stabiliser les émissions de gaz à effet de serre (GES) à un niveau proche du niveau actuel d'ici 2030, alors qu'un déclin rapide est nécessaire", constate-t-elle.

- Note d'espoir dans la lutte contre le changement climatique, les émissions de gaz à effet de serre de la Chine devraient atteindre leur pic en 2025 puis décliner, soit cinq ans plus tôt que prévu par Pékin, selon une étude – produite par deux instituts de recherche de la London School of Economics (LSE) et publiée lundi 9 juin 2015.

- Le "Golden state" a décidé de ne pas attendre une décision de Barack Obama ou du Congrès à Washington. À six mois de la conférence onusienne sur le climat (COP 21) organisée à Paris, la Californie s'est engagée d'elle-même, aux côtés de 12 autres pouvoirs régionaux en Europe et sur le continent américain, à réduire drastiquement ses émissions de gaz à effet de serre. Un geste politique fort, qui correspond à la stratégie économique ambitieuse des entreprises californiennes.

UNION EUROPÉENNE ET CLIMAT

L'Europe tente de s'organiser pour trouver la voie d'un accord ambitieux sur le changement climatique :

- Le Président de la République François Hollande a reçu, ce jeudi 18 juin à 16h00, Pascal Canfin et Alain Grandjean en présence de Nicolas Hulot pour la remise de leur rapport « Mobiliser les financements pour le climat ».

- Le 15 juin 2015, les Ministres de l'Environnement de l'UE se sont réunis à Luxembourg pour un Conseil "Environnement". Les ministres ont tenu un débat d'orientation sur la proposition de directive concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques dans le cadre du programme "Air pur pour l'Europe" de l'UE présenté par la Commission le 18 décembre 2013. Cette proposition de directive fixe des plafonds plus stricts pour les six principaux polluants à respecter en 2030 et consiste en une révision de la directive NEC de 2001.

- A l'occasion de l'ouverture de la Capitol Hill Ocean Week 2015 à Washington, Ségolène Royal, Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, annonce les engagements de la France pour la protection des océans. La France possède le second espace maritime au monde, avec une zone économique exclusive de 11 millions de km².

- Comment soutenir les pays émergents dans leurs nécessaires adaptations au changement climatique ? Par la création d'une assurance-climat, répond l'Allemagne, qui vient de débloquer 150 millions d'euros à cet effet. L'initiative de Berlin figurera en tête des priorités lors du prochain sommet du G7, les 7 et 8 juin à Elmau, en Bavière. Un sommet qui a pour principal objectif de préparer la conférence climatique de Paris en décembre prochain.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Après l'échec des travaux de la Commission Mixte Paritaire, le projet de loi a été examiné en nouvelle lecture par l'Assemblée nationale et voté solennellement le 26 mai 2015. Le texte sera de nouveau examiné par le Sénat en séance publique à partir du 9 juillet 2015.

- Les travaux des commissions du Sénat sur le projet de loi relatif à la transition énergétique et la croissance verte se sont terminés mercredi 17 juin 2015. Les sénateurs ont annoncé l'adoption de deux amendements identiques fixant une nouvelle valeur cible pour la contribution climat énergie (CCE). Ils ont fixé de nouvelles valeurs à atteindre pour la taxe carbone à 56 euros la tonne de CO₂ en 2020 et 100 euros en 2030.

- Lors de son déplacement au Port le 11 juin 2015, le Premier ministre Manuel Valls a pris la parole pour saluer le dynamisme de La Réunion en matière d'énergies renouvelables. Il a ainsi évoqué la place de notre territoire et des outremer en général, dans la démarche de transition énergétique portée par le Gouvernement.

- Le Conseil national de la transition écologie (CNTE) s'est penché le 16 juin 2015 sur l'avancement des mesures issues de la conférence environnementale. 38% des mesures ont été réalisées ou se situent à un stade avancé de leur progression. Point positif, à la veille de la COP21, le document de travail du CNTE montre que les mesures sur le climat et la biodiversité sont celles qui ont le plus progressé des trois tables rondes. 60% des initiatives sont désormais à un stade avancé de leur réalisation et 33% ont franchi la première étape.

- Autre point à l'ordre du jour de la réunion du CNTE, l'examen du rapport Richard sur la démocratie environnementale.

- L'État doit faire évoluer ses institutions pour entrer dans la troisième révolution industrielle, préconise l'ancienne ministre de l'Environnement, Corinne Lepage, dans un rapport remis à l'actuelle ministre de l'Écologie, lundi 15 juin. La réussite de la nouvelle donne énergétique dépendra de l'État. C'est en ces termes que Corinne Lepage a dévoilé une série de propositions pour « L'économie du Nouveau Monde ». « Cette économie vise à la fois à améliorer le bien-être de l'ensemble des individus qui composent la société et à préserver la qualité des écosystèmes. Elle prend en compte les externalités sociales et environnementales, et veillant à la conservation des actifs naturels et humains. C'est une condition fondamentale de la transition écologique », précise le rapport.

URGENCES CLIMATIQUES

La crise climatique s'aggrave et s'accélère, bien des faits et chiffres en attestent :

- Les cinq premiers mois de l'année 2015 sont record de chaud planétaire. C'est ce qui ressort de la publication de la température moyenne de la planète du mois de mai par l'équipe de la Nasa et de l'Université Columbia de New-York. Avec un écart de 0,77°C à la moyenne climatologique, calculée sur la période 1951-1980, les cinq premiers mois de l'année sont juste devant ceux de 2010.

- Cancers des poumons, maladies cardiovasculaires : selon une nouvelle étude, les émissions du transport maritime causent en toute discrétion 60 000 morts par an. Selon les spécialistes, ce nombre pourrait être considérablement réduit par l'installation de dispositifs de filtration. L'université de Rostock et le centre de recherche sur l'environnement allemand Helmholtzzentrum Munich ont établi un lien sans équivoque entre les gaz d'échappement des cargos et certaines maladies graves. Au total, elles coûtent 58 milliards d'euros par an aux services de santé européens.

- Le nombre d'espèces animales éteintes serait bien plus important que ne le laisse croire la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), révèle une étude publiée dans les Proceedings of the National Academy of Sciences (Pnas) le lundi 8 juin. L'UICN a une forte tendance à s'attacher aux espèces les plus «charismatiques» auprès du grand public, généralement des mammifères et des oiseaux, dont elle estime que 1,3% des espèces se sont récemment éteintes. Quant aux invertébrés, ils passent largement inaperçus. C'est cet oubli que les chercheurs ont essayé de quantifier, car en réalité c'est 7% des espèces connues déjà éteintes.

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

En ce début d'année, la société civile intensifie sa mobilisation pour le climat :

- Les unes après les autres, les associations d'entreprises publient leurs attentes en matière climatiques, en amont de la COP 21. Les plus engagées l'ont fait lors de la Climate Week, fin mai. Business Europe, le Medef européen, n'y fait pas exception. Déjà signataire d'une déclaration faite avec l'Afep et le Medef lors du Climate & Business summit, l'organisation patronale, qui représente 40 fédérations européennes patronales et industrielles de 34 pays, vient de publier ses 10 priorités pour un accord à Paris.

- Les professionnels français de l'aviation, regroupés dans le Gifas (Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales), Aéroports de Paris et Air France-KLM, ont présenté leurs engagements de réduction d'émissions de CO₂, à l'occasion d'une journée consacrée au climat lors du salon du Bourget, jeudi 18 juin 2015.

- Les 27 propositions élaborées par les 2 000 participants de la MEDCOP, le forum méditerranéen sur le climat organisé par la Région, ont été remises à Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et du développement international le 5 juin 2015.

- L'atteinte des nouveaux objectifs de réduction des émissions de l'UE en 2030 dépend largement du secteur du transport, le plus gros émetteur de gaz à effet de serre après le secteur de la production d'énergie, selon l'ONG Transport & Environnement (T&E). Les militants écologistes ont mis l'UE en garde : si elle ne met pas en place de nouvelles normes d'efficacité énergétique pour tous les véhicules routiers d'ici 2025, elle n'atteindra pas ses objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

- Le centre de recherche de Novethic, filiale de la Caisse des Dépôts, a recensé fin mai 2015, plus de 700 investisseurs internationaux qui se sont engagés à intégrer le risque climatique dans leur gestion financière. Leur nombre a augmenté de près de 30% ces 3 derniers mois : ils étaient 550 en février 2015. "Le mouvement s'accélère et se formalise", rappelle Novethic.

- La région Provence-Alpes-Côte-d'Azur mise sur de nombreux projets locaux pour démontrer son investissement dans la promotion des technologies bas-carbone. Mais certaines associations locales déplorent le manque de cohérence de sa politique et pointent du doigt des projets "climaticides". La Région PACA a organisé les 4 et 5 juin à Marseille, le forum méditerranéen sur le climat. Une manifestation marquée par la présence du Président François Hollande et du Ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius. Une occasion surtout pour la Région de promouvoir les initiatives en cours sur son territoire en matière de technologie bas-carbone.

- Les Maires de France apportent leur pierre à l'édifice "climatique". L'Association des maires de France (AMF), en partenariat avec la Ligue pour la protection des oiseaux, la Fondation Yves-Rocher et l'association EcoMaires, a lancé, mardi 9 juin 2015, l'opération "Un arbre pour le climat", qui doit inciter les 36 700 communes françaises à planter, de préférence dans les écoles, un arbre d'une essence locale. Une mobilisation symbolique des territoires en vue de la COP21.

- La cause climatique est plus forte que les divergences entre organisations. Ainsi l'affirme la Coalition climat 21, lors de son premier point presse depuis sa constitution début 2014 par le Crid, Attac et le RAC, vendredi 12 juin 2015 à Paris. Les 130 organisations se sont rassemblées ce week-end (13-14 juin 2015) à l'université de Nanterre, pour une réunion de préparation des mobilisations citoyennes de fin 2015, dans le cadre de la COP 21.

- Le rôle des océans dans la lutte contre le réchauffement climatique doit être davantage pris en compte dans les négociations de Paris Climat 2015, réclame la plateforme Océan et Climat. Les océans sont les poumons méconnus de la planète, ont prévenu les signataires de l'Appel de l'Océan pour le climat, qui rassemble les propositions de l'économie bleue en amont de la conférence de Paris Climat 2015.

- L'empreinte carbone des objets connectés et autre outils numériques intelligents est souvent calamiteuse. Mais ils permettent de capter des données, qui, elles, sont bonnes pour le climat. C'est du moins sur ce thème – et aussi celui de l'humain — que le festival Futur en Seine 2015 va ouvrir ses portes dans quatre lieux au cœur de Paris (Cnam, Gaîté lyrique, Numa et la maison du Bitcoin) et sa région, du 11 au 21 juin 2015.

- Mettre l'océan au cœur des négociations de la Conférence climatique de Paris. C'est le sens de la pétition internationale lancée lundi 8 juin 2015 par la plateforme Océan & Climat pour mobiliser les États. L'ONG Green Cross a également publié le même jour une déclaration de Paris, avec des propositions pour sauver l'océan. Un enjeu environnemental mais aussi économique.

- Une enquête d'opinion réalisée à l'échelle planétaire par la CCNUCC montre qu'après une journée de sensibilisation sur le climat, 80% des personnes interrogées se sentent très concernées par le sujet. Et 64% d'entre elles estiment que "tout doit être fait à Paris pour limiter le réchauffement global des températures à 2°C".

DISPOSITIF « SOLUTIONS COP21 »



Solutions COP21 est un dispositif inédit de valorisation des solutions climat en amont et pendant la conférence des Nations Unies, dite COP21, prévue à Paris en décembre 2015.

Les solutions climat sont au cœur du dispositif Solutions COP 21, avec une **plateforme web dédiée** et de nombreux forums, des visites en région, un **pavillon au Bourget** pendant toute la durée de la COP21, et en point d'orgue une opération d'envergure ouverte à tous au **Grand Palais du 4 au 10 décembre 2015**.

Solutions COP21 a été initié par le Comité 21 avec le Club France Développement durable (rassemblant déjà plus de 80 réseaux), et est réalisé par le cabinet Alliantis et Le Public Système.

Retrouvez Solutions COP21 sur les réseaux sociaux : @SolutionsCOP21 #SolutionsCOP21
Pour toute information : www.solutionscop21.org / contact@solutionscop21.org

Espace en ligne contributif sur le climat, le Hub des Solutions climat lancé début 2015 a vocation à être la vitrine des solutions, pour lutter contre le dérèglement climatique et ses impacts.

Mettez en ligne vos Solutions Climat :
www.plateformesolutionsclimat.org (FR) ; www.climatesolutionsplatform.org (EN)
Guide d'utilisation du Hub des Solutions climat
(Également disponible en version anglaise)

Solutions COP21 a organisé un petit déjeuner d'information sur l'actualité du dispositif, les espaces disponibles et les nouveautés le mardi 9 juin 2015 à l'Hôtel de l'Industrie (Paris).

[Dossier de presse](#)

AGENDA

- Le 23 juin 2015, Journée de l'innovation climatique – Matinée Climate Talks organisée par Ecoact – Cap COP21
- Le 23 juin 2015, Journée régionale pour le climat n°10 : Climat et alimentation organisé par le Région Ile de France
- Les 24 et 25 juin 2015, Summit of African Regions and Cities for Climate (Yamoussoukro - Côte d'Ivoire)
- Le 25 juin 2015, Campus annuel du C3D avec la séquence « Réinventer nos modèles économiques... en développant des approches climato- responsable » ([Programme](#))
- Le 25 juin 2015, conférence organisée par Idées pour le développement (ID4D, Agence française de développement) sur le thème « Financement du développement : derrière les chiffres, quelles visions ? »
- Les 29 et 30 juin 2015, 6ème Forum de l'action internationale des collectivités - CUF / ICIC (Paris, Palais des Congrès)
- Le 30 juin 2015, Séminaire Développement durable et économie de l'environnement de l'Iddri sur le thème « Comment financer la transition au Sud ? »
- Du 29 au 2 juillet 2015, World Environmental Education Congress (WEEC) (Göteborg, Suède)
- Du 30 juin au 2 juillet, Sommet Mondial « Climat & territoires » à Lyon ([informations](#))
- Du 30 juin au 3 juillet 2015, colloque organisé par IHEST, ADEME, CDC, INERIS UTC de Compiègne et Campus France sur le thème « Les sociétés à l'épreuve du changement climatique : éduquer • agir • gouverner » (Gouvieux-Chantilly)
- Le 2 juillet 2015, Rencontre écotechnologique Littoral : gestion des risques, adaptation au changement climatique et restauration écologique organisée par le réseau PEXE

- Du 7 au 11 juillet 2015, Conférence scientifique internationale « Our Common Future under Climate Change » - UNESCO ([informations](#))
- Du 13 au 16 juillet 2015, 3^{ème} conférence internationale sur le financement du développement
- Du 20 et 21 juillet, réunion informelle au niveau ministériel, organisée à Paris par la France, future présidence de la Cop 21, pour permettre d'avancer sur les questions les plus délicates, selon le chef de la diplomatie française Laurent Fabius

NOUVELLES PARUTIONS

- Étude de l'ONG Transport & Environnement (T&E) : Objectif 2030 : comment les normes d'efficacité énergétique pour les véhicules peuvent aider les États membres à atteindre leurs objectifs climat
- Dans une publication de 4 pages, le CGDD fait le point sur la prévision décennale du climat. De quoi s'agit-il ? C'est une estimation du climat pour les trois à trente années à venir, sur un large ensemble géographique tel qu'un continent. Elle s'appuie sur un modèle numérique et des observations antérieures. Le CGDD décrit cet outil mathématique, qui sert notamment pour les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec).
- Pour l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les promesses climatiques des principaux pays ne suffisent pas pour stabiliser le réchauffement à 2°C. Seules solutions: utiliser les meilleures technologies énergétiques disponibles et se préparer à une interdiction de l'utilisation du charbon. L'AIE s'est livrée à un précieux exercice. Dans un rapport publié ce lundi 15 juin, l'agence dresse un premier bilan des contributions nationales à la COP 21, les fameuses INDC. Et les estimations faites par les experts de l'institution parisienne sont des plus préoccupantes. Alors que l'échéance de publication des INDC était fixée au 31 mars, seules 12 contributions (dont celle de l'Union européenne et ses 28 membres) figurent à ce jour au compteur de l'ONU.
- Dans l'optique de la COP 21, le cabinet de conseil Mercer s'est penché sur les liens entre changement climatique et investissements. Ses conclusions sont claires : le rendement des investisseurs qui auront anticipé le changement climatique ne sera pas affecté, au moins jusqu'en 2050. Pour les autres, en revanche, ce sera plus compliqué. Dans un rapport publié le 4 juin et intitulé "Investir par les temps qui changent", Mercer estime que certains secteurs, comme le charbon, pourraient être particulièrement néfastes aux investisseurs qui n'auraient pas anticipé le risque carbone.
- Les initiatives des acteurs non-étatiques (entreprises, secteurs, collectivités, ONG...) pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre sont de plus en plus importantes dans la lutte contre le réchauffement climatique et pourraient permettre d'éviter jusqu'à 1,8 Gt en équivalent CO2 en 2020, selon une étude du Pnue publiée jeudi 11 juin 2015. Le programme onusien a comptabilisé 183 initiatives sur la plateforme des initiatives climatiques, lancée par 4 instituts de recherche, représentant plus de 20 700 participants, dont plus de 10 000 collectivités et 5 000 entreprises.

Qui sommes-nous ?

Alliantis est un cabinet de conseil intervenant depuis sa création en 2000 dans le domaine de la stratégie de communication en réseau. Il accompagne les décideurs publics et privés soucieux de développer ou redéfinir les relations qu'ils entretiennent avec les parties prenantes des projets dont ils sont porteurs.

Si vous souhaitez nous faire parvenir des informations susceptibles d'apparaître dans cette infolettre, merci de nous envoyer un mail à Brice Lafon : blafon@alliantis.fr

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette infolettre, merci de nous renvoyer un mail à alliantis@alliantis.fr.



Cabinet Alliantis
25 boulevard
Malesherbes
75008 Paris



Le cabinet Alliantis se mobilise pour Paris Climat 2015 en réalisant avec Le Public Système le dispositif Solutions COP21, lancé à l'initiative du Comité 21 et du Club France Développement durable avec de nombreux partenaires fondateurs. Solutions COP21 vise à valoriser des initiatives et solutions climat portées par des acteurs français et internationaux de tous secteurs : entreprises, institutions, collectivités, centres de recherche, associations...[@SolutionsCOP21](https://twitter.com/SolutionsCOP21)
www.solutionscop21.org / contact@solutionscop21.org